

Manifestation à Bruxelles pour la libération d'Alexis Sinduhije

@rib News, 15/01/2009 Une manifestation est organisée ce lundi 19 janvier 2009 à Bruxelles pour demander à l'Union européenne de faire pression sur le Gouvernement burundais pour la libération immédiate et sans condition de M. Alexis Sinduhije ainsi que d'autres prisonniers d'opinions détenus arbitrairement au Burundi, apprend-on auprès des organisateurs. Selon la même source, cette manifestation, à laquelle sont conviés les membres de la diaspora burundaise, les amis du Burundi et les défenseurs des droits de l'Homme, se déroulera devant le Parlement européen (rond-point Schuman) de 10H30 à 12H30.

La manifestation vise également à dénoncer la violation massive des droits de l'Homme, la corruption ainsi que l'impunité dont souffre le peuple burundais, annoncent les organisateurs. Pour rappel, Alexis Sinduhije a été arrêté début novembre dernier pour, avait-on argué dans un premier temps, avoir tenu une réunion qualifiée par les autorités de clandestine puisque son parti n'est pas encore officiellement reconnu. Mis en détention le 3 novembre 2008, Alexis Sinduhije a été incarcéré dans une prison urbaine de la police, sans qu'aucune charge n'ait été officiellement retenue contre lui. Finalement, plus d'une semaine plus tard, c'est un nouveau chef d'accusation d'"outrage à chef d'Etat" qui a conduit Alexis Sinduhije le mardi 11 novembre 2008 à Mpimba, la prison centrale de Bujumbura. Lauréat du Prix de la liberté de la presse 2004, décerné par le Comité pour la protection des journalistes, Alexis Sinduhije avait fait, en décembre 2007, "ses adieux au métier de journaliste" et lancé officiellement son parti, le Mouvement pour la sécurité et la démocratie (MSD). Au Burundi comme à l'étranger, les appels se multiplient pour la libération de cet ancien journaliste vedette de Radio publique africaine (RPA, indépendante) devenu leader politique. Dès le lendemain de son arrestation, l'Union européenne a dénoncé la détention de M. Sinduhije et les Etats-Unis ont jugé son incarcération «inacceptable» et réclamé sa libération «immédiate». Mais les pressions diplomatiques tous azimuts et celles des défenseurs des droits de l'Homme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, n'ont jusqu'ici pas réussi à faire revenir à la raison le parti du CNDD-FDD. A noter qu'en outre Alexis Sinduhije, un autre journaliste, Jean-Claude Kavumbagu Directeur de l'agence Nipress, un syndicaliste, Juvénal Rududura Vice-président du syndicat du personnel non magistrat, et plusieurs anciens parlementaires sont également détenus depuis plusieurs mois sans jugement.